

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 16 FÉVRIER 2011
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)
NOR : ASET1150744M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFB Languedoc-Roussillon ;

La CAPEB Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon.

Article 2

Pour la région Languedoc-Roussillon, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 A (0 à 5 km)	9	1,04	0,76
1 B (5 à 10 km)	9	2,04	1,54
2 (10 à 20 km)	9	3,76	2,56
3 (20 à 30 km)	9	6,07	3,58
4 (30 à 40 km)	9	8,44	4,61
5 (40 à 50 km)	9	10,75	5,64

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements et de repas entrera en application à compter du 1^{er} avril 2011.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Montpellier.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Montpellier, le 16 février 2011.

(Suivent les signatures.)